

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES
PROCÉDURE ADAPTÉE

Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes
La maison forte
2, rue des Vallières
69390 VOURLES - FRANCE

REALISATION D'ETUDES EN ICHTYOLOGIE,
ASTACOLOGIE, LIMNOLOGIE ET PHYSICO-CHIMIE -
AIN
REGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES

052020ETU921

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Date et heure limite de réception des offres

22 juin 2020 à 12:00



TABLE DES MATIERES

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales	3
<i>Article 1.1 : Objet du marché</i>	<i>3</i>
<i>Article 1.2 : Décomposition en tranches et lots</i>	<i>3</i>
<i>Article 1.3 : Intervenants.....</i>	<i>3</i>
Article 2 : Pièces constitutives du marché	3
Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison	4
<i>Article 3.1 : Délais de base</i>	<i>4</i>
<i>Article 3.2 : Prolongation des délais</i>	<i>4</i>
Article 4 : Conditions d'exécution des prestations.....	4
<i>Article 4.1 : Dispositions générales</i>	<i>4</i>
<i>Article 4.2 : Conditions de livraison.....</i>	<i>4</i>
Article 5 : Vérifications et admission	4
<i>Article 5.1 : Opérations de vérification</i>	<i>4</i>
<i>Article 5.2 : Admission</i>	<i>5</i>
Article 6 : Nature des droits et obligations	5
Article 7 : Garanties financières.....	5
<i>Article 7.1 : Avance forfaitaire</i>	<i>5</i>
Article 8 : Prix du marché	5
<i>Article 8.1 : Caractéristiques des prix pratiqués.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 8.2 : Variations dans les prix.....</i>	<i>6</i>
Article 9 : Modalités de règlement des comptes.....	6
<i>Article 9.1 : Présentation des demandes de paiements</i>	<i>6</i>
<i>Article 9.2 : Mode de règlement</i>	<i>7</i>
Article 10 : Pénalités.....	7
<i>Article 10.1 : Pénalités de retard.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 10.2 : Pénalités d'indisponibilité</i>	<i>8</i>
Article 12 : Assurances	8
Article 13 : Résiliation du marché.....	8
Article 14 : Droit et Langue.....	8
Article 15 : Clauses complémentaires.....	9
Article 16 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services	9

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales

Article 1.1 : Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation d'études en ichtyologie, astacologie, limnologie et physico-chimie sur des sites gérés par le CEN RA dans le département de l'Ain

Lieu(x) d'exécution : La prestation sera réalisée sur le territoire de la région Auvergne – Rhône – Alpes et dans les locaux du titulaire.

Les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 1.2 : Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

L'enveloppe budgétaire disponible pour le marché est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Le marché est alloué de la manière suivante :

N° Lot	Titre	Objet	Localisation(s)	Budget (€ TTC)
1	ICHTYOLOGIE	Localisation et quantification d'espèce de <u>poissons</u> d'intérêt communautaire	Camp militaire de la Valbonne	5000 €
2	LIMNOLOGIE ET PHYSICO-CHIMIE	Acquisition de données in situ.	ENS du marais de l'étang Paccauds	6500
3	ICHTYOLOGIE, ASTACOLOGIE ET LIMNOLOGIE	Acquisition de données in situ et interprétation d'une partie des informations collectées	Bassin versant du marais de l'étang Paccauds	10500

Article 1.3 : Intervenants

Le maître d'ouvrage est :
Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Le représentant du pouvoir adjudicateur est M. Jean-Yves Chetaille, président du CEN Rhône-Alpes

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sont précisées sur l'acte d'engagement.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.)

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- Un mémoire technique décrivant la méthodologie employée (moyens techniques et humains mis en œuvre,...)

B) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 9.2.1.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo)
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

Article 3.1 : Délais de base

Les délais d'exécution sont :

- 30/11/2020 pour le lot 1,
- 15/09/2021 pour le lot2,
- 31/10/2020 pour le lot3,

Il s'entend de la signature de l'acte d'engagement des deux parties à la réception du dernier livrable.

Article 3.2 : Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Article 4.1 : Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Article 4.2 : Conditions de livraison

Voir C.C.T.P.

Article 5 : Vérifications et admission

Article 5.1 : Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes (Cen RA) et par des contrôles externalisées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 22, 23 et 24 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 5.2 : Admission

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 6 : Nature des droits et obligations

Garantie technique

Les prestations de ce marché sont garanties un an à compter de la date d'admission. Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à assurer la correction des éventuels défauts des produits livrés.

Le prestataire s'engage à conserver les données durant cette période, et à les re-livrer sur demande du Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

La personne publique a droit, en outre, à des dommages et intérêts au cas où, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraînerait pour elle un préjudice.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision du CEN RA.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le CEN RA, sauf à en demander le règlement s'il estime que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

A la fin du délai de garantie, les sûretés éventuellement constituées sont libérées.

Article 7 : Garanties financières

Il n'y aura pas d'application d'une retenue de garantie.

Article 7.1 : Avance forfaitaire

Généralités

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Modalités de paiement

Pour le versement de l'avance forfaitaire, le délai global de paiement court à compter de la date de notification du marché.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire.

Article 8 : Prix du marché

Article 8.1 : Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Article 8.2 : Variations dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre ; ce mois est appelé « mois M0 ».

Modalités des variations des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

Article 9 : Modalités de règlement des comptes

Article 9.1 : Présentation des demandes de paiements

Le titulaire remettra une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes, notamment le descriptif des prestations effectuées, leur montant et la période d'exécution.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11.3 à 11.8 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le titulaire de plusieurs lots présente des factures distinctes pour chaque lot ou une facture globale identifiant distinctement les différents lots
- pour les opérations liées au camp militaire (lot 1), la référence LIFE18 NAT/FR/000698
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors taxe du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;

Les factures originales sont adressées par voie électronique à l'adresse mail :

comptabilite@cen-rhonealpes.fr

En indiquant l'adresse de facturation suivante :

Lot1

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
LIFE18 NAT/FR/000698
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Lot2

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Lot3

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Article 9.2 : Mode de règlement

Le paiement se fera par virement ou chèque.

Les sommes dues sont payées au plus tard dans un délai de 45 jours fin de mois suivant la date de réception de la facture en bonne et due forme.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est Monsieur Vincent HOCHSTAEDTER , Directeur administrateur et financier du CEN RA.

Article 10 : Pénalités

Article 10.1 : Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel proposé par le prestataire, éventuellement modifié comme il est prévu à l'article 3.2 du présent document, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = 500 \text{ Euros} * R$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

R = le nombre de jours de retard.

Rappel :

Le délai d'exécution du marché est de 8 mois, Il s'entend de la signature de l'acte d'engagement des deux parties à la réception du dernier livrable, dont la date est indiquée dans le CCTP pour chaque lot désigné.

Si une partie de la zone n'a pas pu être réalisée durant la période d'acquisition et que les

conditions étaient réunies pour assurer l'acquisition le CEN RA résiliera, en application de l'art 32 du CCAG/FCS, le marché pour faute du titulaire en considérant qu'il ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.
Il sera alors appliqué selon l'art 34.3 du CCAG/FCS, un décompte de résiliation comprenant :

- Au débit du titulaire :
 - le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le pouvoir adjudicateur cède à l'amiable au titulaire ;
 - le montant des pénalités ; le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 36 du CCAG/FCS.
- Au crédit du titulaire :
 - la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du pouvoir adjudicateur telles que le stockage des fournitures.

Article 10.2 : Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

Article 12 : Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Article 13 : Résiliation du marché

Outre les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S. Chapitre 6 relatives à la résiliation du marché, le CEN RA se donne le droit de résilier le marché en cas de non-respect des règles de sécurité du camp militaire, avec un préavis de 48h adressé par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette décision n'a pas à être motivée.

Seul le montant correspondant à la part des prestations réellement effectuées (livrable faisant foi) par le titulaire fait l'objet d'un paiement.

La résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur n'est accompagnée d'aucune indemnité de résiliation et ce quelle que soit la cause de résiliation.

Article 14 : Droit et Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que

l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15 : Clauses complémentaires

Sécurité

Le camp militaire de la Valbonne est un espace militaire en activité. L'accès y est strictement réglementé et interdit à toute pénétration humaine non autorisée :

- Le titulaire devra fournir au CEN RA une liste nominative de tout le personnel participant aux actions de terrains sur le camp militaire dès la réception de l'acte d'engagement.
- La composition de l'équipe projet ne pourra être modifiée au cours de l'étude sauf cas de force majeur, validé par courrier signé du titulaire et du maître d'ouvrage
- Chaque date de passage sur le terrain devra avoir été validée par le CEN et les autorités militaires au moins 72 h auparavant.
- Le titulaire devra être accompagné le jour du passage de terrain par un membre du CEN, sauf accord préalable par les autorités militaires.
- Le prestataire devra confirmer obligatoirement son arrivée et son départ en téléphonant au bureau de tir.
- Il fournira un numéro de téléphone portable (qu'il devra laisser allumé durant le terrain) précisera son numéro de plaque d'immatriculation et se conformera aux directives qui pourront lui être données.
- Il prendra connaissance et signera le dossier de consigne LIFE fourni par le CEN et les autorités militaire, régissant les règles de sécurité

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 11 déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS

Dressé par :
Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes

Lu et approuvé

Le :

(signature)